

L'ajournement

On lit en outre dans ce communiqué que les bureaux d'examen de l'endettement agricole doivent traiter les cas d'un nombre accru d'agriculteurs aux prises avec des difficultés financières et que, cet automne, le prix du maïs et du soja ne répondra pas aux besoins de liquidités parce que le prix du marché est inférieur au coût de production.

On pourrait dire que le malheur frappe trois fois: il y a d'abord la sécheresse, qui a sévi à plusieurs endroits dans l'ouest du pays et à certains endroits dans l'est, puis les graves problèmes d'endettement agricole et, enfin, le problème des prix très bas du marché. La période des semailles commencera dans deux mois ou deux mois et demi. Nous ne devrions pas avoir à attendre des mois que le gouvernement prenne une décision.

Chaque fois que nous portons ce point à l'attention du vice-premier ministre et du premier ministre, nous nous faisons répondre qu'ils sont en train de réunir les données de base, que des consultations sont en cours, qu'ils ont saisi des comités de la question et que la question est à l'étude. En fait, le budget lui-même a un effet dévastateur à cause des sommes énormes—des centaines de millions de dollars en paiements de transfert—qui sont enlevées au Manitoba, à la Saskatchewan et à l'Alberta. Si le gouvernement proposait aux provinces un programme à frais partagés, il disposerait d'une capacité financière beaucoup moindre pour réaliser un programme spécial d'aide aux agriculteurs.

• (1990)

Évidemment, il a supprimé les paiements anticipés, de sorte que quatre ou cinq millions de dollars n'étaient pas disponibles sans intérêt cet hiver. Cet argent était offert à 12,75 p. 100 d'intérêt et non pas sans intérêt comme par le passé.

Le gouvernement doit cesser de tergiverser et donner suite aux demandes de groupes comme les producteurs de maïs de l'Ontario, les producteurs de soja, les trois syndicats des Prairies et les gouvernements de la Saskatchewan, du Manitoba et de l'Alberta, qui reconnaissent tous qu'il est urgent d'injecter des fonds dans l'économie céréalière de l'Ouest. Une crise a été déclenchée par ces trois éléments que sont l'endettement prolongé, le bas prix des produits et le programme américain de subventions aux exportations, qui a fait baisser le cours mondial des céréales et du blé et privé le Canada de certains de ses marchés.

Le secteur agricole du Canada est aux prises avec de très graves problèmes. Il existe d'autres préoccupations, à propos des offices de commercialisation et d'autres choses du genre. Mais rien que pour l'industrie céréalière de l'Ouest et de l'Est, le gouvernement doit agir maintenant

s'il veut que des semences soient faites cette année. La terre est très sèche parce que les précipitations ont été plutôt rares à l'automne et cet hiver. Et pourtant, sans argent, les agriculteurs canadiens auront beaucoup de mal à semer au printemps. Dans les deux à deux mois et demi qui restent d'ici là, le gouvernement a amplement le temps de comprendre à quel point il est essentiel qu'il fasse quelque chose.

Je sais que le secrétaire parlementaire est ici ce soir. Je sais qu'il veut aider le secteur agricole. Je sais qu'il veut l'annoncer lui-même. Il ne veut pas laisser cela au premier ministre ou au vice-premier ministre et ministre de l'Agriculture. Il tient à l'annoncer lui-même ici ce soir.

M. Murray Cardiff (secrétaire parlementaire du vice-premier ministre, président du Conseil privé et ministre de l'Agriculture): Monsieur le Président, je n'aime pas décevoir le député, mais je suis toujours très heureux de défendre le bilan du gouvernement dans le domaine du commerce agricole et de l'aide accordée aux agriculteurs de notre beau pays.

Le député a partiellement raison lorsqu'il dit que la guerre commerciale entre les États-Unis et la CEE se poursuit. Nous continuons d'exhorter les États-Unis à arrêter de se servir de leur programme de stimulation des exportations et de limiter leurs restitutions ou subventions à l'exportation. Les prix mondiaux ayant augmenté, le programme de stimulation des exportations n'est plus nécessaire. Nous prions les deux parties d'arrêter de se servir de leurs programmes.

Il est également vrai que la guerre commerciale n'est pas aussi intense qu'il y a deux ou trois ans. Les États-Unis ont réduit leurs subventions à l'exportation de 74 \$ la tonne qu'elles étaient en 1986 à entre 12 \$ et 20 \$ la tonne. Pour sa part, la CEE a ramené ses restitutions à l'exportation de 185 \$ la tonne à environ 80 \$ la tonne. Pour ce qui est des niveaux nets de subventions, on a également réalisé des progrès.

Par exemple, l'Australie a réduit ses subventions d'environ 33 p. 100, les États-Unis, de 31 p. 100, le Canada, de 27 p. 100, la CEE, de 24 p. 100, et le Japon, de 4 p. 100. Il y a donc eu des progrès même s'ils ne se produisent pas aussi rapidement que nous le voudrions.

Le Programme spécial canadien pour les grains a été mis en place en 1986 et 1987 pour indemniser les producteurs en raison des prix mondiaux peu élevés causés par la guerre commerciale. La situation a changé depuis ce temps. Les stocks ont baissé, les subventions ont diminué et les prix ont augmenté à des niveaux beaucoup plus élevés que ceux auxquels ils étaient au plus fort de la guerre commerciale.